

# Paris dément avoir livré des armes à l'ex-armée rwandaise

Alain Frilet

Libération, 31 mai 1995

La France a « *démenti catégoriquement* » hier les informations contenues dans le rapport de l'organisation Human Rights Watch dont nous avons rendu compte mardi et selon lesquelles elle participerait à la réorganisation militaire des anciennes Forces armées rwandaises et des milices extrémistes hutus, notamment en leur fournissant des armes. « *Ce rapport contient manifestement des informations inexactes* », concernant l'attitude de la France, a déclaré Yves Doutriaux, le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères.

« *Le gouvernement français a respecté de la manière la plus stricte l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de sécurité, le 17 mai 1994, concernant le Rwanda* », a-t-il ajou-

té en précisant qu'« *aucune livraison d'armes n'a été faite à des Rwandais réfugiés à l'extérieur de leur pays* ». La veille, avant la publication de notre article, le Quai d'Orsay avait déclaré ne pas être alors en mesure de réagir à ces informations.

Paris dément donc catégoriquement les allégations contenues à ce sujet dans ce rapport « *qui sont dénuées de tout fondement* » et ajoute qu'« *il en va de même des insinuations relatives à de prétendues activités de formation actuellement en cours, depuis janvier 1994, au profit d'ex-FAR (Forces armées rwandaises) par des forces françaises dans des bases en Centrafrique et au Zaïre. Chacun sait, au demeurant, qu'il n'y a ni base, ni forces françaises au Zaïre.* »